

*Vu de Beyrouth*

## **Ambivalence**

Samir Kassir

Editorialiste au quotidien libanais An-Nahar

Plus de dix mille candidats pour 250 sièges. Survenant dans un pays gouverné par le Baas, l'événement d'hier devrait mettre du baume au cœur des démocrates. A ceci près que 135 sièges sont par avance assignés au Baas, et 32 aux partis vassaux. Les « indépendants » se contentent des 83 qui restent ! Comment expliquer qu'un simulacre d'élections, boycotté par les partis d'opposition (des communistes dissidents aux Frères musulmans) mobilise tant de candidats, à coups de millions de dollars ? Pour nombre d'hommes d'affaires, ce serait le moyen de s'acheter une immunité. Très relative d'ailleurs : deux députés sortants sont en prison pour avoir demandé une réforme politique. L'exemple a payé. De réforme, il a été peu question durant la « campagne ». Comme si, échaudés, candidats et électeurs jugeaient plus sage de penser que le Baas est là pour rester.

Il est vrai qu'il ne s'agit pas de l'Irak, mais de la Syrie, jadis le frère ennemi, aujourd'hui dans la position ambivalente d'opposant rhétorique à la guerre et simultanément d'allié des Etats-Unis dans la lutte contre le terrorisme. La position a beau être confortable, le régime syrien joue une partie risquée, même s'il est habitué à marchander avec les Etats-Unis. En 1990, il avait obtenu, pour prix de sa participation à « Tempête du

désert » la vassalisation du Liban. Mais Hafez al-Assad n'est plus là, et la guerre à venir dans le pays voisin laisse craindre de lourdes répercussions, matérielles et humaines. L'économie syrienne, mal en point, dépend beaucoup du transit du pétrole irakien. Et déjà, il y aurait en Syrie plusieurs centaines de milliers de réfugiés irakiens.

Plus que tout, les dirigeants de Damas s'inquiètent du changement politique à Bagdad. Bien que les deux ailes du Baas aient une longue tradition de conflits derrière elles, on voit mal ce type de régime se maintenir en Syrie quand il aura disparu d'Irak. Raison de plus pour maintenir l'ambivalence à l'égard de Washington, quitte à l'habiller de rhétorique nationaliste, comme l'a fait le président Bachar al-Assad à Charm al-Cheikh dans sa « leçon » inaugurale devenue un classique des sommets arabes.